

Elevages
9, rue du sabot
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 25/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



GIE DU HAUT GOUessant

LE CHAMP MORO
22510 ST GLEN

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0052205540

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/10/2022 dans l'établissement GIE DU HAUT GOUessant implanté LE CHAMP MORO 22510 ST GLEN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GIE DU HAUT GOUessant
- LE CHAMP MORO 22510 ST GLEN
- Code AIOT : 0052205540
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Unité collective de traitement de lisier

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- [à compléter](#)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Auto-surveillance	Arrêté Préfectoral du 08/11/2013, article 2-7.1	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
3	Dispositif de sécurité	Arrêté Préfectoral du 08/11/2013, article 3-4	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Respect des éléments techniques de l'unité	Arrêté Préfectoral du 08/11/2013, article 1-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les gérants de l'unité de traitement doivent respecter l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral de référence

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des éléments techniques de l'unité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2013, article 1-1
Thème(s) : Élevage, Unité traitement effluent.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le G.I.E. du Haut Guessant ci-après dénommé le pétitionnaire, sis au lieu dit « Le Champ Moro » à Saint-Glen est autorisé à exploiter à cette adresse (section ZE n°187), conformément aux plans et mémoires présentés dans le dossier déposé : : une unité de traitement des lisiers comprenant : - une séparation de phase en tête FILTRAMAT (produisant un co-produit ci-après dénommé « refus de tamis ») ; - un hangar de stockage des résidus organiques ; - un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ; - une séparation du lisier traité par filtration secondaire des boues SKIMMAT (produisant deux co-produits ci-après dénommés « refus de filtration » et « effluent épuré » : - une lagune de stockage de l'effluent épuré.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Auto-surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2013, article 2-71
Thème(s) : Élevage, Unité traitement effluent.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>On entend par « auto-surveillance », la surveillance sous la responsabilité du pétitionnaire. À la demande de l'inspection, le pétitionnaire est tenu de fournir toutes les données gérées et détenues par l'assistance technique et si nécessaire les faire imprimer sur support papier ou sous un support numérique le cas échéant.</p> <p>Le pétitionnaire doit procéder quotidiennement aux opérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ; - relevé du volume de lisier brut entrant ; <p>Le pétitionnaire doit procéder chaque semaine aux opérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - relevé du volume de résidus organiques produits ; - relevé du volume d'effluent épuré produit ; - relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase, mod <p>Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.</p> <p>Durant la première année (période de « mise en charge »), des tests rapides NH4/NO3 doivent être réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire est suffisant.</p> <p>Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides doivent être consignés par le pétitionnaire sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement doit y être mentionnée. Ce cahier doit être tenu à disposition du service des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non conforme</p>
<p>Observations : Le suivi de la station par le référent (M NOEL) doit être notifié dans le cahier d'exploitation comme prévu à l'art 2-7-1 de l'AP de 08/11/2013.</p> <p>Dans ce cadre, il est nécessaire d'améliorer le suivi des apports des lisiers des membres du GIE. En effet, il apparaît des incohérences importantes entre les DFA de TEXIER Jacques et celles du GIE vis à vis des quantités en UN</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15jours

N° 3 : Dispositif de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2013, article 3-4
Thème(s) : Élevage, Unité traitement effluent.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, boues biologiques, effluent épuré) et le réacteur biologique de 1 700 m° doivent être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque D'accident.
Constats : Non conforme
Observations : La sécurisation de la fosse de réception doit être améliorée, les capots présents sont très érodés et ne présentent pas de cadenas ou de moyens de fermetures satisfaisants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15jours